

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE,
MINISTERE DE LA JUSTICE ET MINISTERE DES COM-
MUNICATIONS ET DES POSTES, TELEGRAPHES ET
TELEPHONES**

**29 OCTOBRE 1964. — Arrêté royal
relatif à la police sanitaire du trafic international**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sanitaire du 18 juillet 1831;

Vu la loi sanitaire du 1^{er} septembre 1945, notamment l'arti-
cle 1^{er}, 1^o;

Vu la constitution de l'Organisation mondiale de la Santé,
l'arrangement créant la Commission intérimaire de cette Organisa-
tion et le protocole relatif à l'Office international d'Hygiène publi-
que, signés à New York, le 22 juillet 1946 et approuvés par la loi
du 3 juin 1948;

Vu le règlement sanitaire international de l'Organisation mondiale
de la Santé, signé à Genève le 25 mai 1951 (1);

Considérant qu'il convient d'intégrer dans la réglementation natio-
nale, les dispositions du règlement sanitaire international et de les
adapter à la situation et à l'organisation sanitaire nationales;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique;

Vu l'avis favorable de l'inspecteur des Finances en date du
24 octobre 1962;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de
la Famille, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des
Communications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE I^{er}. — DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}. Sans préjudice d'arrangements particuliers qui seraient
conclus entre la Belgique et d'autres pays membres de l'Organisation
mondiale de la Santé, les dispositions du présent règlement sont
applicables au trafic entre la Belgique et les Etats étrangers.

Art. 2. Pour l'application du présent règlement, on entend par
l'autorité sanitaire, les médecins-inspecteurs du service d'hygiène
publique, ainsi que les médecins-inspecteurs d'hygiène dans les
régions frontalières auxquelles s'étend leur compétence territoriale.

Art. 3. Les ports d'Anvers, Gand, Bruges-Zeebrugge, Ostende et
Nieuwpoort sont agréés pour le trafic international. L'aéroport de
Bruxelles-National est désigné comme aéroport sanitaire. Ces ports
et l'aéroport de Bruxelles-National sont outillés pour la surveillance
sanitaire des navires et aéronefs en provenance de l'étranger.

Le port d'Anvers est agréé pour la délivrance des certificats de
dératisation.

Les ports d'Anvers, de Gand et de Bruges-Zeebrugge sont agréés
pour la délivrance des certificats d'exemption de dératisation. Le
Ministre de la Santé publique et de la Famille peut, si les circon-
stances l'exigent, modifier ou compléter la liste des ports ou aéro-
ports agréés.

**TITRE II. — DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES
AU TRAFIC MARITIME ET AERIEN**

**CHAPITRE I^{er}. — Mesures sanitaires
au départ d'un port ou aéroport belge**

Art. 4. Tout document requis en matière sanitaire au départ en
Belgique et relatif à un navire ou à un aéronef, à leurs passagers et
membres de l'équipage ou à leur cargaison, est délivré ou authen-
tifié par l'autorité sanitaire.

(1) Publié au *Moniteur belge* du 11 octobre 1952.

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN
MINISTERIE VAN JUSTITIE EN MINISTERIE VAN VER-
KEERSWEZEN EN VAN POSTERIJEN, TELEGRAFIE EN
TELEFONIE**

**29 OKTOBER 1964. — Koninklijk besluit
betreffende de gezondheidspolitie van het internationaal verkeer**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet

Gelet op de gezondheidswet van 18 juli 1831;

Gelet op de gezondheidswet van 1 september 1945, inzonderheit
op artikel 1, 1^o;

Gelet op het statuut van de Wereldorganisatie voor de Gezond-
heid, de schikking tot oprichting van de Interimair Commissie van
deze Organisatie en het protocol betreffende de Internationale Dien-
ste voor Volksgezondheid, een en ander ondertekend op 22 juli 1948
te New-York, en goedgekeurd bij de wet van 3 juni 1948;

Gelet op het internationaal sanitair reglement van de Wereld
gezondheidsorganisatie, ondertekend op 25 mei 1951 te Genève (1);

Overwegende dat in de nationale reglementering, de bepalingen
van het internationaal sanitair reglement moeten opgenomen en
aangepast worden aan de nationale toestand en sanitaire organisati

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad;

Gelet op het gunstig advies van de inspecteur van Financiën van
24 oktober 1962;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid
van het Gezin, van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister
van Verkeerswezen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1. Onverminderd de bijzondere overeenkomsten, well
tussen België en andere Staten die lid zijn van de Wereldgezond-
heidsorganisatie mochten zijn getroffen, zijn de bepalingen van
reglement op het verkeer tussen België en de vreemde Staten to
passelijk.

Art. 2. Voor de toepassing van dit reglement dient versta
onder sanitaire overheid, de geneesheren-inspecteurs van de dien
van volksgezondheid alsook de geneesheren-gezondheidsinspe
teurs in de grensgebieden waarover hun territoriale bevoegdhe
zich uitstrekt.

Art. 3. De havens van Antwerpen, Gent, Brugge-Zeebrugge
Oostende en Nieuwpoort zijn voor het internationaal verkeer erken
De luchthavens Brussel-Nationaal wordt als sanitaire luchthav
aangeewezen. Die havens en de luchthavens Brussel-Nationaal zi
voor het sanitaire toezicht op de uit de vreemde komende schep
en luchtvaartuigen toegerust.

De haven van Antwerpen is voor het verstrekken van de ontra
tingscertificaten erkend.

De havens van Antwerpen, Gent en Brugge-Zeebrugge zijn vo
het verstrekken van de certificaten tot vrijstelling van ontra
erkend. Indien zulks door de omstandigheden vereist wordt, kan
Minister van Volksgezondheid en van het Gezin de lijst van
erkende havens of luchthavens wijzigen of aanvullen.

**TITEL II. — ALGEMENE BEPALINGEN BETREFFENDE
HET VERKEER TER ZEE EN IN DE LUCHT**

**HOOFDSTUK I. — Sanitaire maatregelen
bij het vertrek uit een Belgische haven of luchthaven**

Art. 4. Elk bij het vertrek uit België in sanitair opzicht vere
bescheid dat betrekking heeft op een schip of een luchtvaartuig,
hun passagiers en bemanningsleden of op hun lading, wordt door
sanitaire overheid verstrekt of geaarmerkt.

(1) Bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 oktober 1952

Art. 5. Au départ d'un port ou aéroport belge, l'autorité sanitaire ordonne la visite médicale des passagers et des membres de l'équipage, lorsqu'elle estime cette mesure nécessaire en raison de l'état de santé de ces personnes ou à la suite de circonstances épidémiologiques.

Art. 6. L'autorité sanitaire s'oppose à l'embarquement de toute personne atteinte ou suspecte de maladie quarantenaire, sans préjudice des autres mesures qui peuvent être imposées en cas de maladies contagieuses, conformément aux dispositions réglementaires nationales en vigueur.

Art. 7. En cas de variole ou de choléra dans le pays, l'autorité sanitaire peut s'opposer à l'embarquement de toute personne qui ne pourrait pas fournir la preuve d'une immunisation suffisante.

Art. 8. L'autorité sanitaire peut s'opposer à l'embarquement de toute personne qui ne pourrait pas fournir la preuve d'une immunisation suffisante.

CHAPITRE II. — Mesures sanitaires durant le trajet entre les ports ou aéroports de départ et d'arrivée

Art. 8. Dès qu'à bord d'un navire naviguant sous pavillon belge apparaissent les premiers symptômes d'une affection quarantenaire, les personnes atteintes ou suspects sont isolés, de même que les personnes chargées de les soigner.

Pendant la durée de la maladie, les personnes chargées de soigner le malade procèdent immédiatement à la désinfection des divers locaux qui ont pu être contaminés ou souillés par le malade.

Pendant la durée de la maladie, il est en outre procédé à la désinfection des locaux occupés par le malade, ainsi que des effets d'habillement, des meubles et tous objets mobiliers qui les garnissent.

Si les objets ne peuvent être complètement désinfectés, ces objets sont détruits par le feu ou jetés à la mer.

Après la fin de la maladie, les locaux sont ensuite largement aérés pendant plusieurs jours et demeurent inutilisés dans l'attente des mesures prescrites par l'autorité sanitaire du port d'arrivée.

L'exécution des mesures prescrites par le présent article doit être mentionnée au journal de bord ou au document en tenant lieu.

Art. 9. Sans préjudice de l'obligation de remplir la déclaration sanitaire d'aéronef, le commandant d'un aéronef dont l'itinéraire de voyage prévoit une escale en territoire belge, est tenu de noter sur le bord toute apparition de maladie quarantenaire ou d'un symptôme qui se manifesterait à un moment quelconque de son voyage.

CHAPITRE III. — Mesures sanitaires à l'arrivée dans un port ou aéroport belge

Art. 10. Les passagers et membres de l'équipage d'un navire ou d'un aéronef indemne ne sont astreints à aucune mesure sanitaire pendant qu'ils ne quittent pas le bord ou ne franchissent pas les limites d'une zone de transit portuaire, délimitée par l'autorité administrative du port de transit, ou d'une zone de transit de l'aéroport.

Art. 11. Sans préjudice de l'obligation pour le capitaine d'un navire de rédiger la déclaration maritime de santé prévue par le règlement sanitaire international, le médecin de bord ou, à défaut, le capitaine est tenu d'annoncer à l'autorité sanitaire du port où il est en escale, les maladies qui se sont manifestées au cours du trajet.

Le capitaine doit également signaler les contacts ou échanges qui auraient eu lieu en mer, ainsi que tout fait se rapportant à l'état sanitaire des passagers, de l'équipage et du navire.

Art. 12. Le médecin de bord ou, à défaut, le capitaine d'un navire est tenu de répondre à toute demande de renseignements supplémentaires formulée par l'autorité sanitaire ou par tout fonctionnaire désigné par elle, concernant les conditions sanitaires du bord durant le voyage.

Art. 5. Bij het vertrek uit een Belgische haven of luchthaven, kan de sanitaire overheid het geneeskundig onderzoek van de passagiers en van de bemanningsleden bevelen, wanneer zij die maatregel wegens de gezondheidstoestand van die personen of ingevolge epidemiologische omstandigheden, nodig acht.

Art. 6. De sanitaire overheid verzet zich tegen de inscheping van iedere persoon die aangetast is of verdacht is aangetast te zijn door een quarantainabele ziekte, onverminderd andere maatregelen die, in geval van besmettelijke ziekte, overeenkomstig de van kracht zijnde nationale voorschriften kunnen opgelegd worden.

Nochtans kan een persoon op doorreis die, bij zijn aankomst in het land, in aanmerking zou komen om aan het stelsel van toezicht te worden onderworpen ertoe gemachtigd worden zijn reis voort te zetten. In dat geval wordt de sanitaire overheid van de haven of luchthaven van bestemming onmiddellijk verwittigd.

Art. 7. In geval van pokken en cholera in het land, kan de sanitaire overheid zich verzetten tegen de inscheping van iedere persoon, die het bewijs van een voldoende immunisatie niet kan overleggen.

HOOFDSTUK II. — Sanitaire maatregelen gedurende het traject tussen de havens of luchthavens van vertrek en aankomst

Art. 8. Zodra aan boord van een schip varend onder Belgische vlag de eerste verschijnselen van een quarantainabele ziekte worden waargenomen, worden de besmette of van besmetting verdachte zieken, alsook de met hun verzorging belaste personen, afgezonderd.

Gedurende de duur van de ziekte, gaan de met de verzorging van de zieke belaste personen onmiddellijk over tot de ontsmetting van de verschillende voorwerpen die door de zieke besmet of bezoedeld kunnen worden.

Na afloop van de ziekte wordt bovendien overgegaan tot de ontsmetting van de door de zieke betrokken lokalen; alsook van de kledingstukken, het beddegoed en de meubelstukken die zich in de vertrekken bevinden.

Indien die voorwerpen niet volledig ontsmet kunnen worden, worden zij verbrand of in zee geworpen.

Vervolgens worden de kamers gedurende verschillende dagen overvloedig gelucht en onbetrokken gelaten in afwachting dat door de sanitaire overheid van de haven van aankomst de nodige maatregelen worden getroffen.

De toepassing van de in dit artikel voorgeschreven maatregelen moet in het logboek of in het document dat dit vervangt vermeld worden.

Art. 9. Onverminderd de verplichting de algemene verklaring van het luchtvaartuig in te vullen, is de gezagvoerder van een luchtvaartuig waarvan de reisweg een landing op Belgisch grondgebied voorziet, verplicht elke quarantainabele ziekte of verdachte toestand, die zich op om 't even welk ogenblik van de reisweg mocht voordoen, in het logboek aan te tekenen.

HOOFDSTUK III. — Sanitaire maatregelen bij de aankomst in een Belgische haven of luchthaven

Art. 10. De passagiers en bemanningsleden van een niet besmet schip of luchtvaartuig hoeven zich aan geen enkele sanitaire maatregel te onderwerpen, indien zij niet van boord komen of de grenzen van een haventransitozone, bepaald door de administratieve overheid van de transitohaven, of van een luchthaventransitozone niet overschrijden.

Art. 11. Onverminderd de verplichting voor de gezagvoerder van een schip de in het internationaal sanitair reglement voorgeschreven gezondheidsverklaring van het schip op te stellen, moet de scheepsdokter, of bij zijn ontstentenis, de gezagvoerder de ziekten die tijdens de reis uitgebroken zijn bij de sanitaire overheid van de haven die wordt aangedaan aanmelden.

Ook moet hij kennis geven van de contacten of uitwisselingen, die op zee mochten plaatsgehad hebben, alsook van alle feiten die op de gezondheidstoestand van de passagiers, van de bemanning en van het schip betrekking hebben.

Art. 12. De scheepsdokter of, bij zijn ontstentenis, de gezagvoerder van een schip, is verplicht alle bijkomende vragen om inlichtingen te beantwoorden, die de sanitaire overheid of iedere door haar aangestelde ambtenaar, betreffende de gezondheidsvoorwaarden aan boord gedurende de reis, mocht stellen.

Art. 13. Les navires et aéronefs ont la libre pratique dans les ports et aéroports belges, sauf dans les cas où l'autorité sanitaire estime nécessaire une visite médicale en raison des informations communiquées sur l'état sanitaire du navire ou de l'aéronef, des passagers ou des membres de l'équipage, et notamment dans les cas suivants :

a) S'il s'agit d'un navire :

1° lorsque la déclaration maritime de santé, dont le modèle figure à l'annexe 5 du règlement sanitaire international, comporte une réponse affirmative aux questions 1, 2 ou 4, ou aux questions 1 ou 2, s'il existe un médecin à bord;

2° lorsqu'un navire a quitté depuis moins de 14 jours une circonscription où règne une maladie quarantenaire sous forme épidémique, à moins qu'il y ait eu escale dans un port européen reconnu sain et où le contrôle sanitaire a été effectué, avant l'arrivée dans un port belge;

3° lorsque le capitaine refuse de présenter la déclaration maritime de santé;

4° lorsque l'autorité sanitaire estime les conditions hygiéniques du navire dangereuses pour la santé publique.

En cas de retrait de la libre pratique, ou en cas de réponse affirmative à l'une des questions posées dans la déclaration maritime de santé, le capitaine du navire est tenu d'avertir l'autorité sanitaire du port d'arrivée par radio-télégramme au moins trois heures avant l'arrivée.

b) S'il s'agit d'un aéronef, lorsque celui-ci provient d'une circonscription où règne une maladie quarantenaire sous forme épidémique.

Art. 14. Indépendamment des mesures prévues aux articles 8 et 9, l'autorité sanitaire peut soumettre à la visite médicale, lors de l'arrivée, tout navire ou aéronef ainsi que les passagers ou les membres de l'équipage.

Art. 15. Le Ministre de la Santé publique et de la Famille détermine les circonscriptions dont les provenances sont soumises aux mesures de quarantaine et en avise les organismes et autorités intéressés au trafic international.

Art. 16. Le navire ou l'aéronef qui n'est pas admis à la libre pratique est mis en quarantaine à l'endroit désigné de commun accord par l'autorité sanitaire et les services de pilotage ou de direction de l'aéroport, en vue d'y être soumis aux visites et mesures prophylactiques requises. Toute communication avec le navire ou l'aéronef est interdite jusqu'à levée de la quarantaine.

Dans le cas d'un navire, une communication avec la terre n'est tolérée qu'avec l'autorisation expresse et aux conditions imposées par l'autorité sanitaire.

Dans le cas d'un aéronef, les passagers et éventuellement les membres de l'équipage sont conduits dans un local approprié désigné par l'autorité sanitaire, laquelle procède sans délai à la visite médicale et prescrit les mesures jugées nécessaires.

Art. 17. En cas de retrait de la libre pratique, le capitaine du navire ou le commandant d'aéronef est tenu de se conformer aux ordres de l'autorité sanitaire et, selon le cas, à ceux de la police maritime ou locale, ou à ceux de la direction de l'aéroport.

Il doit produire les papiers de bord et se soumettre, le cas échéant, à l'interrogatoire de l'autorité sanitaire ou du fonctionnaire désigné par elle.

Les passagers et les membres de l'équipage sont astreints à subir éventuellement un interrogatoire et une visite médicale. Ces mesures s'appliquent également aux pilotes des navires et, en général, à toutes les personnes se trouvant à bord.

Le capitaine du navire est, en outre, tenu d'exposer les pavillons et les feux tels qu'ils sont fixés par Nous.

Art. 18. En cas de naufrage d'un navire ou de chute à la mer d'un aéronef ou en cas d'échouement d'un navire, les autorités maritimes ou locales, suivant le cas, prendront éventuellement les mesures provisoires destinées à empêcher la contamination par le navire ou l'aéronef, ou par les personnes se trouvant à bord.

Art. 13. De schepen en luchtvaartuigen worden in de Belgische havens en luchthavens tot het vrije verkeer toegelaten, behalve in de gevallen waarin de sanitaire overheid een medisch onderzoek nodig acht wegens de mededelingen die over de gezondheidsstand van het schip of van het luchtvaartuig, van de passagiers of van de bemanningsleden gedaan werden, en inzonderheid in de volgende gevallen :

a) Indien het een schip betreft :

1° wanneer in de maritieme gezondheidsverklaring, waarvan het model in bijlage 5 van het internationaal sanitair reglement afgedrukt is, een bevestigend antwoord gegeven wordt op de vragen 1, 2 of 4, of op de vragen 1 of 2, indien er geen geneesheer aan boord is;

2° wanneer een schip sedert minder dan 14 dagen een gebied verlaten heeft waar een quarantainabele ziekte van epidemiologische aard heerst, tenzij het schip, vóór zijn aankomst in een Belgische haven, in een gezond erkende Europese haven aanlegde waar de gezondheidscontrole werd uitgevoerd;

3° wanneer de gezagvoerder weigert de maritieme gezondheidsverklaring over te leggen;

4° wanneer de sanitaire overheid de hygiënische voorwaarden van het schip gevaarlijk acht voor de openbare gezondheid.

In geval van intrekking van de toelating tot vrij verkeer, of in geval van bevestigend antwoord op een der in de maritieme gezondheidsverklaring gestelde vragen, moet de gezagvoerder van het schip, door middel van een radiotelegram ten minste drie uur vóór de aankomst, de sanitaire overheid van de haven verwittigen.

b) indien het een luchtvaartuig betreft, wanneer dit uit een gebied komt waar een quarantainabele ziekte van epidemiologische aard heerst.

Art. 14. Afgezien van de in artikelen 8 en 9 voorgeschreven maatregelen, kan de sanitaire overheid elk schip of luchtvaartuig, alsook de passagiers of de bemanningsleden, bij aankomst, aan een geneeskundig onderzoek onderwerpen.

Art. 15. De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin bepaalt uit welke gebieden de herkomst aan quarantainemaatregelen onderworpen wordt en hij licht er de bij het internationaal verkeer betrokken lichamen en overheden over in.

Art. 16. Het schip of het luchtvaartuig dat tot het vrije verkeer niet is toegelaten wordt onder quarantaine geplaatst op de plaats die in gemeen overleg door de sanitaire overheid en de loodsdiensdiensten of de luchthavendirectie aangewezen wordt; om er aan de vereiste profylactische onderzoeken en maatregelen te worden onderworpen. Zolang de quarantaine niet is opgeheven, is elk contact met het schip of met het luchtvaartuig verboden.

In het geval van een schip, is contact met de wal alleen toegelaten na uitdrukkelijke machtiging van en onder de voorwaarden gesteld door de sanitaire overheid.

In het geval van een luchtvaartuig worden de passagiers en eventueel de bemanningsleden ondergebracht in een gepast lokaal, dat aangewezen wordt door de sanitaire overheid, die onverwijld tot het geneeskundig onderzoek overgaat en de nodig geachte maatregelen voorschrijft.

Art. 17. Wordt de toelating tot vrij verkeer ingetrokken, dan moet de gezagvoerder van het schip of van het luchtvaartuig de bevelen van de sanitaire overheid en, naar gelang van het geval, van de zeevaart- of plaatselijke politie of van de luchthavendirectie opvolgen.

Hij moet de boorddocumenten overleggen en zich eventueel aan de ondervraging door de sanitaire overheid of de door haar aangestelde ambtenaar onderwerpen.

De passagiers en de bemanningsleden kunnen ertoe verplicht worden eventueel een ondervraging en een geneeskundig onderzoek te ondergaan. Die maatregelen zijn ook op de scheepslootsen en, in het algemeen, op alle zich aan boord bevindende personen toepasselijk.

De gezagvoerder van het schip moet bovendien de seinen en lichten voeren zoals zij door Ons worden bepaald.

Art. 18. In geval van schipbreuk of het in zee storten van een luchtvaartuig of in geval van stranden van een schip, zullen door de maritieme of plaatselijke overheden, volgens het geval, eventueel de voorlopige maatregelen getroffen worden om een besmetting door het schip of door het luchtvaartuig of door de zich aan boord bevindende personen te verhinderen.

En cas d'atterrissage forcé d'un aéronef sur un aéroport de secours ou en tout autre endroit, l'autorité responsable de l'aéroport ou l'autorité locale prend éventuellement les mesures provisoires destinées à empêcher la contamination par l'aéronef ou par les personnes se trouvant à bord.

Dans les deux cas, l'inspecteur d'hygiène du ressort est immédiatement averti et prend les mesures ultérieures jugées nécessaires.

Art. 19. Toute personne atteinte d'une maladie quarantenaire sera débarquée et isolée.

Toute personne suspecte d'une maladie quarantenaire sera soumise à la surveillance médicale, dont la durée est déterminée suivant la nature de l'affection par les dispositions particulières prévues pour chacune de ces maladies.

L'isolement remplace la surveillance lorsque l'autorité sanitaire estime exceptionnellement sérieux le danger de propagation de l'infection par le suspect.

L'autorité sanitaire prescrivant l'isolement en détermine les modalités et notamment l'endroit.

Art. 20. Toute personne soumise au régime de la surveillance médicale ne peut quitter le lieu de sa résidence sans en informer au préalable l'autorité sanitaire du ressort de cette résidence.

Elle peut notamment être tenue de se présenter devant l'autorité sanitaire dans un délai de vingt-quatre heures prenant cours au moment de la réception de la convocation, de subir un examen médical et de fournir à l'autorité sanitaire ou à son délégué des renseignements sincères sur son état de santé et celui de son entourage. Au cas où une personne suspecte refuse de se soumettre aux mesures imposées elle peut être isolée d'office jusqu'à l'expiration de la période normale de surveillance.

Art. 21. Tout navire ou aéronef séjournant dans un port ou aéroport belge est soumis à la surveillance de l'autorité sanitaire, qui veillera à ne pas entraver les opérations de chargement et déchargement. La surveillance sanitaire s'étend aux conditions hygiéniques du bord.

Art. 22. Lorsqu'en cours de surveillance d'un navire se révèle l'apparition d'une maladie quarantenaire, la présence de rongeurs reconnus ou soupçonnés pesteux, ou des communications suspectes avec les membres de l'équipage ou les passagers d'un navire infecté, le capitaine doit, sur réquisition de l'autorité sanitaire, prendre toutes mesures utiles pour suspendre tout contact avec l'extérieur et se conformer aux instructions de cette autorité.

Art. 23. Toute personne qui se rend à bord d'un navire ou aéronef ne bénéficiant pas de la libre pratique, est considérée comme personne se trouvant à bord et subit toutes les mesures auxquelles sont astreintes ces personnes, sans préjudice des sanctions qui peuvent lui être appliquées.

Art. 24. Lorsque des mesures sanitaires autres que la visite médicale ont été imposées et respectées dans un port ou aéroport belge, elles ne sont plus renouvelées dans les autres ports ou aéroports du pays servant d'escale au cours du même voyage.

Art. 25. Le capitaine du navire ou le commandant de l'aéronef qui refuse à l'arrivée de se soumettre aux mesures prescrites en vertu du présent arrêté, est libre de poursuivre immédiatement son voyage. Le navire ou l'aéronef ne peut alors, au cours de ce voyage, faire escale dans aucun autre port ou aéroport du pays.

Toutefois, il est autorisé à embarquer de l'eau, des vivres, du carburant ou du combustible éventuellement sous la surveillance de l'autorité sanitaire, et à l'endroit désigné par celle-ci.

Art. 26. Les navires qui nécessitent des mesures sanitaires autres que la visite médicale sont dirigés vers le port d'Anvers. Cependant, la dératisation périodique ou celle imposée par l'autorité sanitaire peut être effectuée dans un autre port sous le contrôle des agents compétents de l'autorité sanitaire du port d'Anvers.

Art. 27. Les marchandises et colis postaux, dans les cas visés à l'article 48, § 2, du Règlement sanitaire international, ne sont soumis aux mesures sanitaires que si l'autorité sanitaire craint une contamination par des germes d'une maladie quarantenaire ou la présence de vecteurs de ces maladies.

Les marchandises qui passent en transit sans transbordement ne sont pas soumises à une visite sanitaire.

In geval van een noodlanding van een luchtvaartuig op een noodvliegveld of op elke andere plaats, treft de verantwoordelijke overheid van het vliegveld of de plaatselijke overheid eventueel voorlopige maatregelen om de besmetting door het luchtvaartuig of door de zich aan boord bevindende personen te verhinderen.

In beide gevallen wordt onmiddellijk de gezondheidsinspecteur van het desbetreffende gebied verwittigd, die verder de nodig geachte maatregelen treft.

Art. 19. Ieder door een quarantainabele ziekte aangetaste persoon moet ontscheept en afgezonderd worden.

Iedere van een quarantainabele ziekte verdachte persoon zal onder geneeskundig toezicht gesteld worden, waarvan de duur volgens de aard van de ziekte, door de voor elke van die ziekten bepaalde bijzondere voorschriften vastgesteld wordt.

Het toezicht wordt door afzondering vervangen wanneer de sanitaire overheid het gevaar voor verspreiding van de besmetting door de verdachte bijzonder ernstig acht.

De wijze en inzonderheid de plaats van de afzondering worden bepaald door de sanitaire overheid die ze heeft bevolen.

Art. 20. Aan iedere persoon, die onder het stelsel van het geneeskundig toezicht valt, is het verboden zijn verblijfplaats te verlaten zonder er vooraf de sanitaire overheid van het gebied van die verblijfplaats over in te lichten.

Hij kan er onder meer toe verplicht worden zich binnen een termijn van vierentwintig uren na ontvangst van het oproepingsbevel, bij de sanitaire overheid aan te melden, een geneeskundig onderzoek te ondergaan en aan de overheid of haar afgevaardigde oprechte inlichtingen over zijn gezondheidstoestand en die van zijn omgeving te verstrekken. Mocht een verdachte persoon weigeren zich aan de opgelegde maatregelen te onderwerpen, dan kan hij van ambtsweg tot het einde van de normale periode van toezicht, afgezonderd worden.

Art. 21. Elk schip of luchtvaartuig dat zich in een Belgische haven of luchthaven bevindt, valt onder het toezicht van de sanitaire overheid die ervoor zal waken dat de laad- en losverrichtingen niet belemmerd worden. Het sanitaire toezicht heeft betrekking op de hygiënische voorwaarden aan boord.

Art. 22. Wanneer tijdens het toezicht blijkt dat op een schip een quarantainabele ziekte heerst, dat er door de pest aangetaste of daarvan verdachte knaagdieren aanwezig zijn of dat er verdachte contacten met bemanningsleden of passagiers van een besmet schip geweest zijn, moet de gezagvoerder, op verzoek van de sanitaire overheid, de nodige maatregelen nemen om alle contact met de buitenwereld op te schorten en zich naar de bevelen van die overheid schikken.

Art. 23. Ieder persoon die aan boord gaat van een schip of luchtvaartuig dat niet tot het vrije verkeer is toegelaten, wordt beschouwd als zich aan boord bevindende persoon en ondergaat al de maatregelen die op dergelijke personen toepasselijk zijn, onverminderd de sancties die tegen hem kunnen worden getroffen.

Art. 24. Wanneer in een Belgische haven of luchthaven, andere sanitaire maatregelen dan het geneeskundig onderzoek opgelegd en toegepast worden, hoeven zij niet meer herhaald te worden in andere havens of luchthavens van het land, waar tijdens dezelfde reis aangelegd of geland wordt.

Art. 25. De gezagvoerder van het schip of van het luchtvaartuig die bij de aankomst weigert zich te onderwerpen aan de krachtens dit besluit voorgeschreven maatregelen, staat het vrij onmiddellijk zijn reis voort te zetten. Het schip of het luchtvaartuig mag dan, tijdens die reis, geen haven of luchthaven van het land aandoen.

Aan zulk schip of luchtvaartuig wordt evenwel toegestaan water, levensmiddelen, motorbrandstof of brandstof in te doen, eventueel onder toezicht van de sanitaire overheid, en op de door deze laatste aangewezen plaats.

Art. 26. De schepen voor welke andere sanitaire maatregelen nodig zijn dan het geneeskundig onderzoek, moeten de haven van Antwerpen aandoen. Nochtans mag de periodieke of de door de sanitaire overheid opgelegde ontrating in een andere haven geschieden, onder de controle van de bevoegde beambten van de sanitaire overheid van de haven van Antwerpen.

Art. 27. De goederen en postpakketten, in de gevallen bedoeld in artikel 48, § 2, van het internationaal sanitair Reglement, vallen alleen onder sanitaire maatregelen indien de sanitaire overheid een besmetting door de kiemen van een quarantainabele ziekte of de aanwezigheid van dragers van die ziekten vreest.

De goederen die zonder overladen in transit doorgevoerd worden, zijn aan geen enkel sanitair onderzoek onderworpen.

Art. 28. Les bagages, le linge et la literie sont désinfectés ou désinsectisés s'ils appartiennent à une personne atteinte ou suspecte de maladie quarantenaire.

Art. 29. Le courrier, les journaux et imprimés ne sont [?] soumis à aucune mesure sanitaire.

Art. 30. Toutes les informations requises en exécution du présent arrêté doivent être adressées à l'autorité sanitaire sans délai et par la voie la plus rapide.

TITRE III. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX MALADIES QUARANTENAIRES ET RELATIVES AU TRAFIC MARITIME ET AÉRIEN

Art. 31. Sont des maladies quaranténaires : la peste, le choléra, la fièvre jaune, la variole, le typhus exanthématique et la fièvre récurrente.

CHAPITRE I^{er}. — Peste

Art. 32. Tout navire doit être dératé semestriellement aux frais de l'armement. L'accomplissement de cette opération est constaté par l'autorité agréée pour la délivrance des certificats de dératation ou le fonctionnaire désigné par elle.

Art. 33. Un certificat d'exemption de dératation, valable pour une période de six mois, peut être accordé par l'autorité sanitaire agréée à cette fin.

L'autorité sanitaire accorde l'exemption après inspection du navire, lorsque le petit nombre ou l'état des rongeurs à bord permettent cette dispense sans danger.

Toutefois, le certificat d'exemption n'est délivré que si l'inspection du navire est effectuée en cales vides, ou si celles-ci ne contiennent que du lest ou une cargaison non susceptible d'attirer des rongeurs et dont le volume réduit permet l'inspection.

Les pétroliers à citernes pleines peuvent recevoir le certificat d'exemption de la dératation.

Art. 34. Les certificats de dératation ou d'exemption de dératation sont délivrés par l'autorité sanitaire des ports agréés, énumérés à l'article 3 et, conformément au modèle figurant à l'annexe I du Règlement sanitaire international.

Art. 35. Sous réserve des cas, où l'exemption de dératation peut être accordée, l'autorité sanitaire fait éventuellement exécuter, sous son contrôle et avant toute manipulation, la dératation de tout navire dont le capitaine n'est pas en possession d'un certificat valable de dératation.

Art. 36. Un sursis d'un mois à la dératation peut être accordé si les conditions du bord ne permettent pas une inspection complète ou une dératation efficace, ou si le navire rejoint son port d'attache.

Il sera fait mention au certificat existant des motifs de la prolongation, notamment du résultat des inspections partielles que le chargement du navire a rendues possibles.

Le port de destination est averti de la délivrance de la prolongation.

Art. 37. L'autorité sanitaire détermine les méthodes à appliquer pour détruire complètement les rongeurs sur les navires en vue de la délivrance du certificat de dératation.

L'autorité sanitaire peut refuser la délivrance du certificat si elle constate que la dératation n'a pas été effectuée dans les conditions requises ou n'a pas donné des résultats satisfaisants.

Art. 38. L'autorité sanitaire peut dispenser de la dératation générale suivant les résultats de l'inspection et imposer une dératation partielle.

Si cette décision est exécutée efficacement, il est délivré une exemption de dératation qui mentionne les parties du navire traitées et les produits utilisés.

Art. 39. Une dératation exceptionnelle peut être imposée par l'autorité sanitaire, si le nombre de rongeurs à bord est nettement trop élevé pour être qualifié de négligeable.

Art. 28. Het reisgoed, het linnen- en beddegoed wordt ontsmet of gedesinsectiseerd indien het aan een persoon toebehoort, die door een quarantainabele ziekte aangetast is of verdacht wordt er door aangetast te zijn.

Art. 29. De poststukken, dagbladen en drukwerken worden aan geen enkele sanitaire maatregel onderworpen.

Art. 30. Alle inlichtingen, die ter uitvoering van dit besluit vereist zijn, moeten onverwijld en langs de snelste weg aan de sanitaire overheid overgemaakt worden.

TITEL III. — BIJZONDERE BEPALINGEN MET BETREKKING TOT DE QUARANTAINABELE ZIEKTEN IN VERBAND MET HET ZEE- EN LUCHTVERKEER

Art. 31. Quarantainabele ziekten zijn : pest, cholera, gele koorts, pokken, typhus exanthematicus en febris recurrens.

HOOFDSTUK I. — Peste

Art. 32. Elk schip moet, om de zes maanden, op kosten van de rederij ontratt worden. De overheid die erkend is om de ontrattingscertificaten af te geven, of de door haar aangestelde ambtenaar, stelt vast of die bewerking verricht werd.

Art. 33. De daartoe erkende sanitaire overheid mag een certificaat van vrijstelling van ontratt geven, dat voor een periode van zes maanden geldig is.

De sanitaire overheid verleent vrijstelling na inspectie van het schip, wanneer het gering aantal of de toestand van de knaagdieren aan boord die vrijstelling zonder gevaar mogelijk maken.

Nochtans wordt het vrijstellingscertificaat alleen afgegeven indien de inspectie van het schip in ledige ruimen geschiedt of indien deze alleen ballast bevatten of een lading die de knaagdieren niet kan aantrekken en waarvan het kleine volume de inspectie mogelijk maakt.

Aan de petroleumtankers met volle ruimen kan een certificaat van vrijstelling van ontratt gegeven worden.

Art. 34. De ontrattingscertificaten of de certificaten van vrijstelling van ontratt worden door de sanitaire overheid van de in artikel 3 vermelde erkende havens afgegeven en moeten overeenstemmen met het in de bijlage I van het Internationaal sanitair reglement opgenomen model.

Art. 35. Onder voorbehoud van de gevallen, waarin de vrijstelling van ontratt kan verleend worden, doet de sanitaire overheid eventueel, onder haar toezicht en vóór elke verrichting, tot de ontratt overgaan van elk schip waarvan de gezagvoerder geen geldig ontrattingscertificaat bezit.

Art. 36. Er kan voor de ontratt een uitstel van een maand verleend worden indien de toestanden aan boord een volledige inspectie of een doeltreffende ontratt niet mogelijk maken of indien het schip naar zijn thuishaven terugkeert.

In het bestaande certificaat worden de redenen van de verlenging vermeld en inzonderheid de uitslag van gedeeltelijke inspecties, die wegens de lading van het schip mogelijk waren.

De haven van bestemming wordt over de toegestane verlenging inlicht.

Art. 37. De sanitaire overheid stelt de methoden vast, die moeten toegepast worden om de knaagdieren op de schepen volledig te verdelgen, met het oog op het afgeven van het ontrattingscertificaat.

De sanitaire overheid kan weigeren het certificaat af te geven indien zij vaststelt dat de ontratt niet in de vereiste omstandigheden verricht werd of dat zij geen bevredigende resultaten opgeleverd heeft.

Art. 38. De sanitaire overheid mag, op grond van de uitslag van de inspectie, vrijstelling van algemene ontratt verlenen en een gedeeltelijke ontratt opleggen.

Indien die beslissing op doeltreffende wijze uitgevoerd is, wordt een vrijstelling van ontratt afgegeven, waarin de behandelde gedeelten van het schip en de gebruikte produkten vermeld worden.

Art. 39. De sanitaire overheid kan een uitzonderlijke ontratt voorschrijven indien het aantal knaagdieren aan boord werkelijk te groot is om als onbelangrijk beschouwd te worden.

Art. 40. L'autorité sanitaire prend également toutes les mesures utiles pour réduire au minimum le nombre de rongeurs dans les installations portuaires. Elle exécutera elle-même ces mesures si les installations appartiennent à des pouvoirs publics; elle les fera exécuter pour les installations privées, en accord avec les propriétaires de ces installations.

Art. 41. L'autorité sanitaire peut également imposer à l'arrivée la visite sanitaire et la dératisation d'un aéronef en provenance d'une région infectée.

Art. 42. Pour l'application du présent chapitre, un navire ou aéronef est considéré comme infecté s'il existe à bord un cas de peste humaine ou un rongeur infecté de peste. Un navire est également considéré comme infecté si un cas de peste humaine s'y est déclaré plus de six jours après l'embarquement.

Un navire est considéré comme suspect si un cas de peste humaine s'est déclaré dans les six jours suivant l'embarquement ou s'il s'y manifeste une mortalité insolite parmi les rongeurs à bord.

Art. 43. A l'arrivée d'un navire infecté ou suspect ou d'un aéronef infecté, l'autorité sanitaire applique les mesures suivantes :

- 1° mise en quarantaine du navire ou aéronef;
- 2° isolement des personnes atteintes, au centre de quarantaine indiqué par l'autorité sanitaire;
- 3° désinsectisation et surveillance des suspects pendant six jours, à dater du jour de l'arrivée;
- 4° désinsectisation ou désinfection des bagages appartenant aux personnes atteintes ou suspectes, ainsi que de tous autres objets, tels que literie et linge, considérés comme contaminés;
- 5° dératisation du navire et éventuellement de l'aéronef, sous contrôle de l'autorité sanitaire. La dératisation du navire est effectuée dès que les cales sont vidées, mais elle peut être précédée d'une ou plusieurs dératisations préliminaires, avant et pendant le déchargement.

CHAPITRE II. — Choléra

Art. 44. Pour l'application du présent chapitre, un navire ou un aéronef est considéré comme infecté lorsqu'il existe à bord, à l'arrivée, un cas de choléra. Un navire est également considéré comme infecté, lorsqu'un cas de choléra s'est déclaré pendant les cinq jours précédant l'arrivée.

Un navire est considéré comme suspect, s'il est survenu à bord, pendant le voyage, un cas de choléra, et si aucun cas nouveau ne s'est déclaré pendant les cinq jours précédant l'arrivée.

Un aéronef est considéré comme suspect si un cas de choléra s'est déclaré à bord pendant le voyage et si la personne atteinte a été débarquée à une escale antérieure.

Art. 45. A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté, l'autorité sanitaire applique les mesures suivantes :

- 1° isolement de toute personne atteinte, dans un centre de quarantaine désigné;
- 2° surveillance pendant cinq jours, à dater du jour de débarquement, des personnes munies d'un certificat valable de vaccination et isolement des autres personnes;
- 3° désinfection des bagages appartenant aux personnes atteintes ou suspectes et de tous autres objets, tels que literie et linge, considérés comme contaminés;
- 4° désinfection et évacuation des réserves d'eau du bord et désinfection des réservoirs;
- 5° désinfection des déjections humaines, des eaux et matières résiduaires;
- 6° destruction des poissons, crustacés, coquillages, fruits ou légumes se trouvant à bord et destinés à être consommés crus, sauf si ces produits sont contenus dans des récipients hermétiques non susceptibles de contamination.

Art. 46. A l'arrivée d'un navire ou aéronef suspect, les mesures prévues à l'article 45, 3° et 5°, sont appliquées.

L'autorité sanitaire peut également prendre des échantillons de eau, poissons, crustacés, fruits et légumes en vue de procéder à une analyse bactériologique.

Si le résultat de cette analyse l'exige, il sera procédé à l'application des mesures prévues à l'article 45, 4° et 6°.

Art. 40. De sanitaire overheid treft ook alle nuttige maatregelen om het aantal knaagdieren in de haveninstallaties tot het minimum te beperken. Zij voert zelf die maatregelen uit, indien de installaties aan openbare besturen toebehoren; zij doet ze voor de privéinstallaties in overleg met de eigenaars van die installaties uitvoeren.

Art. 41. De sanitaire overheid kan insgelijks bij de aankomst het sanitair onderzoek en de ontrating van een uit een besmet gebied herkomstig luchtvaartuig opleggen.

Art. 42. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt een schip of luchtvaartuig als besmet beschouwd, wanneer aan boord een geval van mensenpest zich voordoet of zich een met pest besmet knaagdier bevindt. Een schip wordt eveneens als besmet beschouwd, indien meer dan zes dagen na de inscheping, een geval van mensenpest uitgebroken is.

Een schip wordt als verdacht beschouwd, indien een geval van mensenpest binnen zes dagen na de inscheping uitgebroken is of indien onder de knaagdieren aan boord een ongewoon sterftecijfer waargenomen wordt.

Art. 43. Bij de aankomst van een besmet of verdacht schip of van een besmet luchtvaartuig past de sanitaire overheid de volgende maatregelen toe :

- 1° in quarantaine plaatsen van het schip of luchtvaartuig;
- 2° afzondering van de aangefaste personen in het door de sanitaire overheid aangewezen quarantaine-centrum;
- 3° desinsectisatie van en toezicht op de verdachten gedurende zes dagen vanaf de dag der aankomst;
- 4° desinsectisatie of ontsmetting van het reisgoed van de aangefaste of verdachte personen, alsmede van alle andere voorwerpen, zoals bedde- en linnengoed, die als besmet beschouwd worden;
- 5° ontrating van het schip, en desnoods van het luchtvaartuig, onder controle van de sanitaire overheid. De ontrating wordt verricht zodra de ruimten ledig zijn, maar zij kan door een of meer voorafgaande ontratingen vóór en tijdens de ontlading worden voorafgegaan.

HOOFDSTUK II. — Cholera

Art. 44. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt een schip of luchtvaartuig als besmet beschouwd, wanneer zich bij de aankomst een geval van cholera aan boord voordoet. Een schip wordt eveneens als besmet beschouwd wanneer een geval van cholera binnen de vijf dagen vóór de aankomst uitgebroken is.

Een schip wordt als verdacht beschouwd, indien tijdens de reis een geval van cholera aan boord uitgebroken is, en indien zich gedurende de vijf dagen die de aankomst voorafgaan, geen enkel nieuw geval heeft voorgedaan.

Een luchtvaartuig wordt als verdacht beschouwd, indien tijdens de reis een geval van cholera aan boord uitgebroken is en indien de aangefaste persoon bij een tussenlanding aan land werd gezet.

Art. 45. Bij de aankomst van een besmet schip of luchtvaartuig past de sanitaire overheid de volgende maatregelen toe :

- 1° afzondering van ieder aangefast persoon in een bepaald quarantaine-centrum;
- 2° toezicht, gedurende vijf dagen vanaf de dag der ontscheping, op de personen die een geldig inentingscertificaat bezitten en afzondering van de andere personen;
- 3° ontsmetting van het reisgoed van de aangefaste of verdachte personen en van alle andere voorwerpen, zoals bedde- en linnengoed, die als besmet beschouwd worden;
- 4° ontsmetting of verwijdering van de aan boord zijnde watervoorraden en ontsmetting van de vergaarbakken;
- 5° ontsmetting van de menselijke uitwerpselen, van het water en de afvalstoffen;
- 6° vernietiging van de vissen, schaal- en weekdieren, vruchten of groenten die zich aan boord bevinden en bestemd zijn om rauw te worden verbruikt, tenzij die produkten zich in hermetische gesloten recipiënten bevinden, die niet kunnen worden besmet.

Art. 46. Bij de aankomst van een verdacht schip of luchtvaartuig, worden de maatregelen toegepast zoals voorzien in artikel 45, sub 3° en 5°.

De sanitaire overheid kan insgelijks overgaan tot monsternemingen van het water, de vissen, de schaaldieren, de vruchten en de groenten, ten einde een bacteriologische analyse te laten uitvoeren.

Indien de uitslag van deze analyse zulks wettigt zal tot de toepassing worden overgegaan van de maatregelen sub 4° en 6° van artikel 45.

CHAPITRE III. — *Fièvre jaune*

Art. 47. Pour l'application du présent chapitre, un navire ou un aéronef est considéré comme infecté si un cas de fièvre jaune s'est déclaré à bord au cours du voyage.

Un navire est considéré comme suspect :

1° si, moins de six jours avant l'arrivée, il a quitté une circonscription infectée;

2° ou s'il arrive dans les trente jours suivant son départ d'une telle circonscription et que l'autorité constate la présence d'Aedes aegypti à son bord.

Un aéronef est considéré comme suspect :

1° s'il provient d'une circonscription infectée;

2° si la désinsectisation, lors d'une escale dans une zone d'endémicité amarile, n'a pas été effectuée de façon satisfaisante;

3° ou si l'autorité sanitaire constate la présence à bord d'Aedes aegypti vivants.

Art. 48. A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté ou suspect, l'autorité sanitaire applique les mesures suivantes :

1° visite sanitaire et destruction éventuelle des Aedes aegypti;

2° débarquement de toute personne atteinte de fièvre jaune;

3° surveillance de toute personne non munie d'un certificat valable de vaccination, durant une période de six jours, à dater du jour du débarquement.

Art. 49. Tout membre de l'équipage d'un aéronef, appelé par ses devoirs professionnels à atterrir dans un aéroport situé dans une circonscription infectée, doit être muni d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune.

CHAPITRE IV. — *Variole*

Art. 50. Toute personne arrivant de l'étranger dans un port ou aéroport belge, doit être munie d'un certificat valable de vaccination contre la variole, du modèle imposé par le règlement sanitaire international, à moins qu'elle ne présente des signes d'une atteinte antérieure de variole attestant de façon suffisante son immunité.

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille détermine les pays dont les provenances ne sont pas soumises à la production du certificat de vaccination antivariolique.

Art. 51. Sous réserve des exceptions prévues à l'article 50, toute personne non munie d'un certificat valable de vaccination antivariolique sera soumise à la vaccination. En cas de refus, la surveillance médicale lui sera imposée jusqu'au quatorzième jour qui suivra le jour du départ du dernier territoire pour lequel un certificat de vaccination est exigé.

Art. 52. Toute personne qui, au cours des quatorze jours précédant son arrivée, s'est trouvée dans une circonscription infectée et qui ne présente ni un certificat valable de vaccination, ni des signes antérieurs de variole lui conférant l'immunité, sera vaccinée et ensuite soumise à la surveillance médicale jusqu'au quatorzième jour suivant son départ de la circonscription infectée.

Art. 53. Pour l'application du présent chapitre, un navire ou un aéronef est considéré comme infecté, s'il existe à bord un cas de variole, ou si un tel cas s'est déclaré pendant le voyage.

Art. 54. A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté, l'autorité sanitaire applique les mesures suivantes :

1° isolement de toute personne atteinte, dans un centre de quarantaine désigné;

2° vaccination de toute personne n'étant pas en possession d'un certificat valable de vaccination, suivie de l'isolement ou de la surveillance pendant une période de quatorze jours;

3° surveillance de toute personne en possession d'un certificat valable de vaccination, lorsqu'elle quitte le navire ou l'aéronef pendant une période de quatorze jours à compter de la date de la dernière exposition à l'infection;

4° désinfection totale ou en partie du navire ou de l'aéronef, ainsi que des bagages des personnes atteintes et de tous autres objets, tels que literie et linge qui sont considérés comme contaminés.

HOOFDSTUK III. — *Gele koorts*

Art. 47. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt een schip of luchtvaartuig als besmet beschouwd, indien tijdens de reis een geval van gele koorts uitgebroken is.

Een schip wordt als verdacht beschouwd :

1° indien het, minder dan zes dagen vóór de aankomst, uit een besmet gebied vertrokken is;

2° of indien het, binnen dertig dagen na zijn vertrek, uit een dergelijk gebied aankomt en de overheid de aanwezigheid van Aedes aegypti aan boord constateert.

Een luchtvaartuig wordt als verdacht beschouwd :

1° indien het uit een besmet gebied herkomstig is;

2° indien de desinsectisatie tijdens een tussenlanding in een amaril-endemische zone, niet op bevredigende wijze werd uitgevoerd;

3° of indien de sanitaire overheid de aanwezigheid van levende Aedes aegypti aan boord constateert.

Art. 48. Bij de aankomst van een besmet of verdacht schip of luchtvaartuig past de sanitaire overheid de volgende maatregelen toe :

1° sanitair onderzoek en gebeurlijke vernietiging van de Aedes aegypti;

2° ontschepping van ieder door gele koorts aangetaste persoon;

3° toezicht gedurende een termijn van zes dagen vanaf de dag der ontschepping op ieder persoon die niet in het bezit is van een geldig inentingscertificaat.

Art. 49. Ieder bemanningslid van een luchtvaartuig dat beroepshalve moet landen in een luchthaven die in een besmet gebied gelegen is, dient in het bezit te zijn van een geldig certificaat van inenting tegen de gele koorts.

HOOFDSTUK IV. — *Pokken*

Art. 50. Ieder uit het buitenland in een Belgische haven of luchthaven aankomend persoon, moet in het bezit zijn van een geldig certificaat van inenting tegen de pokken van het door het internationaal sanitair reglement opgelegd model, tenzij hij tekenen vertoont van vroegere aantasting door pokken, waaruit zijn immuniteit voldoende blijkt.

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin bepaalt uit welke landen de herkomst niet onderworpen is aan het overleggen van een certificaat van inenting tegen de pokken.

Art. 51. Onder voorbehoud van de in artikel 50 vermelde uitzonderingen, wordt ieder persoon die niet in het bezit is van een geldig certificaat van inenting tegen de pokken, aan de vaccinatie onderworpen. In geval van weigering wordt hij onder geneeskundig toezicht geplaatst tot de veertiende dag die volgt op de dag van vertrek uit het laatste grondgebied waarvoor een inentingscertificaat wordt geëist.

Art. 52. Ieder persoon, die tijdens de veertien dagen welke zijn aankomst voorfgaan in een besmet gebied heeft vertoefd en die noch een geldig inentingscertificaat kan overleggen, noch vroegere tekenen van pokken vertoont waardoor hij de immuniteit heeft verkregen, wordt ingeënt en vervolgens tot de veertiende dag die volgt op zijn vertrek uit het besmet gebied aan het geneeskundig toezicht onderworpen.

Art. 53. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt een schip of luchtvaartuig als besmet beschouwd, indien zich een geval van pokken aan boord voordoet, of indien een dergelijk geval tijdens de reis is uitgebroken.

Art. 54. Bij de aankomst van een besmet schip of luchtvaartuig past de sanitaire overheid de volgende maatregelen toe :

1° afzondering van ieder aangetast persoon in een bepaald quarantainecentrum;

2° inenting van ieder persoon die niet in het bezit is van een geldig inentingscertificaat en vervolgens afzondering of toezicht gedurende een termijn van veertien dagen;

3° toezicht op ieder persoon die in het bezit is van een geldig inentingscertificaat, wanneer hij het schip of het luchtvaartuig verlaat gedurende een periode van veertien dagen, te rekenen vanaf de datum van de laatste blootstelling aan de besmetting;

4° ontsmetting van het schip of luchtvaartuig in zijn geheel of ten dele alsmede van het reisgoed van de aangetaste personen en van alle andere voorwerpen, zoals bedde- en linnengoed, die als besmet worden beschouwd.

Art. 55. L'autorité sanitaire désigne les catégories de personnes en activité dans les ports et aéroports et qui, en raison de leur profession, viennent à bord de navires ou aéronefs contaminés ou suspects ou viennent ou peuvent venir en contact avec les personnes se trouvant à bord, contaminées ou suspectes de contamination et, par conséquent, doivent, par mesure de prophylaxie, être en possession d'un certificat valable de vaccination contre la variole.

L'autorité sanitaire locale établira la liste de ces personnes en accord avec les autorités publiques et les exploitations privées intéressées, procédera aux vaccinations requises et délivrera gratuitement les certificats.

CHAPITRE V. — Typhus exanthématique et fièvre récurrente

Art. 56. Toute personne qui, à l'arrivée dans un port ou aéroport belge, est atteinte de typhus exanthématique est immédiatement débarquée et subit la désinsectisation.

Les locaux occupés à bord, les vêtements, bagages et tous objets qui ont été au contact de la personne atteinte et qui sont susceptibles de transmettre le typhus exanthématique sont soumis à la désinsectisation et, au besoin, à la désinfection.

Les mesures de désinsectisation sont prises à l'égard de toute personne débarquant d'un navire ou aéronef à bord duquel se trouvait un malade atteint de typhus exanthématique.

Art. 57. Toute personne arrivant dans un port ou aéroport belge provenant depuis moins de quatorze jours d'une circonscription infectée est soumise à la désinsectisation et à la surveillance pendant une période de quatorze jours suivant la désinsectisation.

Les vêtements, les bagages et tous objets qui ont été en contact avec cette personne et susceptibles de transmettre le typhus exanthématique sont désinfectés ou désinsectisés.

Art. 58. Les dispositions du présent chapitre sont applicables en cas de fièvre récurrente. Toutefois, le délai de quatorze jours prévu à l'article 57 est réduit à huit jours.

TITRE IV. — DOCUMENTS SANITAIRES RELATIFS AU TRAFIC MARITIME ET AERIEN

Art. 59. Aucune patente de santé n'est exigée à l'arrivée d'un navire ou aéronef dans un port ou aéroport belge.

Les patentes de santé ne sont délivrées à la demande du capitaine d'un navire et du commandant d'un aéronef que s'ils se rendent dans un pays non lié par le règlement sanitaire international.

Art. 60. Avant l'arrivée dans un port belge, le pilote venu à bord remet au capitaine, au nom de l'autorité sanitaire, un formulaire de déclaration maritime de santé. Le capitaine remplit, signe et retourne ce formulaire au pilote qui le transmet à l'autorité sanitaire.

Lorsqu'il y a un médecin de bord celui-ci contresigne le document.

Lors de l'arrivée à un aéroport belge, le commandant d'un aéronef remplit et remet à l'autorité sanitaire un exemplaire de la partie de la déclaration générale d'aéronef, relative aux renseignements sanitaires.

Le capitaine du navire ou le commandant d'aéronef est tenu de répondre aux demandes de renseignements supplémentaires formulées par l'autorité sanitaire ou son délégué et relatives aux conditions sanitaires du bord pendant le voyage.

Les documents dont la production est exigée en vertu du présent article sont conformes au modèle des annexes 5 et 6 du règlement sanitaire international.

Art. 61. Sur demande, l'autorité sanitaire compétente selon les distinctions de l'article 3, délivre gratuitement un certificat indiquant les mesures appliquées à tout navire ou aéronef et les raisons qui ont motivé l'application de ces mesures.

L'autorité sanitaire délivre également sur demande et gratuitement un certificat indiquant les mesures appliquées à une personne ou aux marchandises.

Art. 55. De sanitaire overheid bepaalt de categorieën van personen, werkzaam in de havens en luchthavens en die beroepshalve aan boord van besmette of verdachte schepen of luchtvaartuigen komen of kunnen komen of in contact komen of kunnen komen met de besmette of van besmetting verdachte opvarenden en derhalve, als profylaxemaatregel in het bezit moeten zijn van een geldig bewijs van inenting tegen de pokken.

De plaatselijke sanitaire overheid zal de lijst van die personen in overleg met de betrokken openbare besturen en privé-bedrijven opstellen, de vereiste inenting uitvoeren en de bewijsstukken kosteloos afleveren.

HOOFDSTUK V. — Tyfus exanthematicus en febris recurrens

Art. 56. Ieder persoon die bij de aankomst in een Belgische haven of luchthaven door tyfus exanthematicus is aangetast, wordt onmiddellijk ontscheept en ondergaat de desinsectisatie. De aan boord betrokken lokalen, de klederen, het reisgoed en alle voorwerpen die met de aangetaste persoon in aanraking zijn gekomen en die de tyfus exanthematicus zouden kunnen overdragen, worden aan de desinsectisatie en desnoods aan de ontsmetting onderworpen.

De desinsectisatiemaatregelen worden getroffen ten aanzien van ieder persoon die uit een schip of luchtvaartuig ontscheept, aan boord waarvan zich een door tyfus exanthematicus aangetaste zieke bevond.

Art. 57. Ieder in een Belgische haven of luchthaven aankomend persoon, die sinds minder dan veertien dagen herkomstig is uit een besmet gebied, wordt aan de desinsectisatie en aan het toezicht onderworpen gedurende een termijn van veertien dagen die volgt op de desinsectisatie.

De klederen, het reisgoed en alle voorwerpen die met die persoon in aanraking zijn gekomen en die de tyfus exanthematicus zouden kunnen overdragen, worden ontsmet of gedesinsectiseerd.

Art. 58. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn toepasselijk in geval van febris recurrens. De in artikel 57 opgelegde termijn van veertien dagen wordt evenwel voor deze laatste ziekte tot acht beperkt.

TITEL IV. — GEZONDHEIDSDOCUMENTEN BETREFFENDE HET ZEE- EN LUCHTVERKEER

Art. 59. Geen enkele gezondheidspas wordt bij de aankomst van een schip of luchtvaartuig in een Belgische haven of luchthaven geëist.

Gezondheidspassen worden alleen op verzoek van de gezagvoerder van een schip of luchtvaartuig afgegeven, indien zij zich naar een niet door het internationaal sanitair reglement gebonden land begeben.

Art. 60. Vóór de aankomst in een Belgische haven overhandigt de aan boord gekomen loods, in naam van de sanitaire overheid, aan de gezagvoerder een formulier van maritieme gezondheidsverklaring. Dit formulier wordt door de gezagvoerder ingevuld, ondertekend en onmiddellijk aan de loods voor overmaking aan de sanitaire overheid terugbezorgd.

Wanneer er een scheepdokter aanwezig is, ondertekent deze mede het document.

Bij de aankomst in een Belgische luchthaven, vult de gezagvoerder van een luchtvaartuig een exemplaar van het gedeelte van de algemene gezondheidsverklaring van het luchtvaartuig in en overhandigt dit aan de sanitaire overheid.

De gezagvoerder van het schip of van het luchtvaartuig moet de vragen om aanvullende inlichtingen beantwoorden, die hem door de sanitaire overheid of haar afgevaardigde worden gesteld in verband met de sanitaire voorwaarden aan boord tijdens de reis.

Deze documenten, die op grond van dit artikel dienen overgelegd, stemmen overeen met het model opgenomen in de bijlagen 5 en 6 van het internationaal sanitair reglement.

Art. 61. Op aanvraag geeft de sanitaire overheid, bevoegd volgens het onderscheid gemaakt in artikel 3, kosteloos een certificaat af waaruit de maatregelen die op elk schip of luchtvaartuig worden toegepast en de redenen blijken die de toepassing van de maatregelen hebben gemotiveerd.

De sanitaire overheid geeft eveneens, op aanvraag, en kosteloos, een certificaat af waarin de maatregelen worden vermeld die op een persoon of op goederen werden toegepast.

**TITRE V. — DISPOSITIONS
RELATIVES AU TRAFIC INTERNATIONAL FERROVIAIRE,
ROUTIER ET FLUVIAL**

Art. 62. Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 2 du présent article, aucune mesure sanitaire n'est imposée aux frontières terrestres, ni aux postes frontières des fleuves et canaux.

Des mesures quarantaines appropriées sont prises par l'inspecteur du service sanitaire des ports, aéroports et frontières, en cas d'épidémie de maladie quarantenaire dans un pays limitrophe. Les mesures décidées ne peuvent être plus sévères que celles prévues par le présent arrêté en ce qui concerne le trafic maritime et aérien.

Art. 63. Aucun document sanitaire ou patente de santé ne peut être exigé aux frontières terrestres ou fluviales.

Toutefois, l'autorité sanitaire peut exiger un certificat de dératisation ou d'exemption de dératisation, lorsque les bateaux de la navigation intérieure proviennent d'une circonscription infectée de peste.

Art. 64. Le contrôle administratif des mesures sanitaires spéciales aux frontières terrestres et fluviales relève des fonctionnaires des douanes ou de la gendarmerie, sous la haute surveillance du médecin-inspecteur d'hygiène territorialement compétent pour la région frontière intéressée.

TITRE VI. — DROITS SANITAIRES

Art. 65. Aucun droit sanitaire n'est perçu par l'autorité pour la visite médicale des personnes et la visite sanitaire des navires et aéronefs, ainsi que pour les vaccinations imposées à l'arrivée par l'autorité sanitaire ou pour la délivrance du certificat qui s'y rapporte.

Art. 66. Dans les cas autres que ceux visés à l'article 65, les droits sanitaires sont perçus par l'autorité sanitaire dans les ports et aéroports belges, conformément aux tarifs suivants :

1° le montant des patentes de santé destinées aux pays pour lesquels elles continuent à être délivrées, est fixé à 100 francs.

2° les droits sanitaires relatifs à la dératisation des navires sont fixés comme suit :

a) pour une dératisation effectuée par le service sanitaire :
taxe fixe de 500 F, augmentée d'une taxe de 1 F par m²;

b) pour le contrôle d'une dératisation :
200 F, jusqu'à 500 TRN belges;
50 F, à partir de 501 TRN belges;

c) pour l'enquête en vue d'une exemption de dératisation :
500 F, jusqu'à 1 000 TRN belges;
1 000 F, de 1 001 à 3 000 TRN belges;
1 500 F, à partir de 3 001 TRN belges.

Les tarifs ci-dessus comportent l'établissement des certificats de dératisation et d'exemption de dératisation.

3° les droits sanitaires relatifs à l'enquête et à la délivrance de certificats sanitaires pour des marchandises à l'exportation sont fixés à 100 F pour le premier certificat et 20 F pour chaque copie supplémentaire.

4° le tarif des vaccinations effectuées par les centres de vaccination du service sanitaire des ports, aéroports et frontières terrestres, y compris le coût du vaccin et du livret de vaccination est fixé comme suit :

80 F pour la vaccination antivariolique;
100 F pour la vaccination anticholérique;
100 F pour la vaccination antipesteuse;
120 F pour la vaccination antiamarile;
200 F pour la vaccination contre le typhus exanthématique.

Les personnes qui se présentent au centre de vaccination peuvent obtenir, en outre, moyennant le paiement d'un droit de 100 F par vaccination complète, la vaccination antidiphthérique, la vaccination antitétanique, la vaccination contre la poliomyélite ainsi que la vaccination contre la fièvre typhoïde et les fièvres paratyphoïdes.

**TITEL V. — BEPALINGEN
BETREFFENDE HET INTERNATIONAAL SPOOR-, WEG-
EN BINNENSCHIEPVAARTVERKEER**

Art. 62. Onverminderd de bepalingen van de alinea 2 van dit artikel, wordt geen enkele sanitaire maatregel opgelegd aan de landgrenzen, noch aan de grensposten van de rivieren en kanalen.

Gepaste quarantainemaatregelen worden door de inspecteur van de gezondheidsdienst der havens, luchthavens en grenzen bij het uitbreken van een epidemie van een quarantainebare ziekte in een naburig land getroffen. De uitgevaardigde maatregelen mogen niet strenger zijn dan die welke door dit besluit worden voorgeschreven in verband met het zee- en luchtverkeer.

Art. 63. Geen enkel gezondheidsdocument of gezondheidspas mag aan de land- en riviergrenzen worden geëist.

De sanitaire overheid mag nochtans een ontrattingscertificaat of een certificaat van vrijstelling van ontrattiging eisen, wanneer de binnenschepen uit een door pest besmet gebied herkomstig zijn.

Art. 64. De administratieve controle op de bijzondere sanitaire maatregelen aan land- en riviergrenzen wordt uitgeoefend door de ambtenaren van de douane of rijkswacht, onder het hoge toezicht van de geneesheer-gezondheidsinspecteur die territoriaal bevoegd is voor het betrokken grensgebied.

TITEL VI. — GEZONDHEIDSCHEFFINGEN

Art. 65. Geen enkele gezondheidsheffing wordt door de sanitaire overheid geheven voor het geneeskundig onderzoek van de schepen en luchtvaartuigen, alsmede voor de inentingen die bij de aankomst door die overheid worden opgelegd of voor het afleveren van het bewijs dat daarop betrekking heeft.

Art. 66. In de andere gevallen dan die welke in artikel 65 zijn genoemd, worden de gezondheidsheffingen door de sanitaire overheid in de Belgische havens en luchthavens overeenkomstig de volgende tarieven geheven :

1° de kosten van de gezondheidspassen, die bestemd zijn voor de landen waarvoor zij verder dienen afgegeven, is op 100 F vastgesteld;

2° de gezondheidsheffingen betreffende de ontrattiging van de schepen zijn als volgt vastgesteld :

a) voor een door de sanitaire dienst uitgevoerde ontrattiging :
vaste heffing van 500 F verhoogd met een heffing van 1 F per m²;

b) voor de controle op een ontrattiging :
200 F tot 500 Belgische NRT;
500 F vanaf 501 Belgische NRT;

c) voor het onderzoek met het oog op vrijstelling van ontrattiging :
500 F tot 1 000 Belgische NRT;
1 000 F van 1 001 tot 3 000 Belgische NRT;
1 500 F vanaf 3 001 Belgische NRT.

Bovenstaande tarieven omvatten het opstellen van de ontrattingscertificaten en van de bewijzen voor vrijstelling van ontrattiging;

3° de gezondheidsheffingen betreffende het onderzoek en het afgeven van gezondheidsbewijzen voor uitgevoerde goederen worden vastgesteld op 100 F voor het eerste bewijs en 20 F voor elk nieuw afschrift.

4° het tarief voor de inentingen die door de vaccinatiecentra van de gezondheidsdienst der havens, luchthavens en grenzen worden uitgevoerd, met inbegrip van de kosten van de entstof en van het vaccinatieboekje is als volgt vastgesteld :

80 F voor de inenting tegen pokken;
100 F voor de inenting tegen cholera;
100 F voor de inenting tegen pest;
120 F voor de inenting tegen gele koorts;
200 F voor de inenting tegen tyfus exanthematicus.

De personen die zich op het vaccinatiecentrum aanmelden kunnen bovendien, mits betaling van een heffing van 100 F per volledige vaccinatie, de inenting tegen difteritis, de inenting tegen tetanos, de inenting tegen poliomyelitis, alsmede de inenting tegen tyfus en paratyfus bekomen.

Art. 67. Les certificats internationaux de vaccination ne sont valables que pour autant qu'ils soient établis, conformément aux modèles figurant aux annexes du règlement sanitaire international, par un médecin autorisé à pratiquer l'art de guérir, et qu'ils soient authentifiés par les services de l'Inspection d'hygiène.

La vaccination anti-amarile doit être effectuée dans un centre agréé par l'Organisation mondiale de la santé;

Les périodes de validité des certificats sont :

1° pour le choléra : six mois à dater du sixième jour qui suit une injection de vaccin. Toute injection pratiquée avant la fin de la période de validité rend le certificat valable pour une nouvelle période de six mois à compter de la date de la nouvelle injection.

2° pour la fièvre jaune : six ans à partir du dixième jour qui suit une première vaccination.

Toute injection pratiquée avant la fin de la période de validité rend le certificat valable pour une nouvelle période de six ans à compter de la date de la nouvelle injection.

3° pour la variole : trois ans à partir du huitième jour qui suit une primovaccination effectuée avec succès. Dans le cas d'une revaccination, la période de validité commence le jour de celle-ci.

TITRE VII. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 68. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont, suivant les distinctions établies par les lois des 18 juillet 1831 et 1^{er} septembre 1945, punies des peines que ces lois prévoient.

Art. 69. Le Ministre de la Santé publique et de la Famille ou son délégué peut, dans les circonstances qu'il apprécie, lever l'application d'une ou plusieurs mesures sanitaires en cours ou en limiter la durée.

Art. 70. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 19 octobre 1908 qui détermine les mesures de surveillance sanitaire des voyageurs venant des régions contaminées modifié par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1930;

2° l'arrêté royal du 29 octobre 1908 concernant l'inspection sanitaire du batelage;

3° l'arrêté royal du 24 janvier 1910 qui concerne la police sanitaire maritime, modifié par les arrêtés royaux du 10 janvier 1921, du 16 août 1926 et du 1^{er} mars 1930;

4° l'arrêté royal du 1^{er} mars 1930 prescrivant des mesures préventives générales contre l'invasion des maladies pestilentielles;

5° l'arrêté royal du 20 octobre 1939 relatif à la convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne;

6° l'arrêté du Régent du 10 juin 1949 relatif au tarif des vaccinations effectuées par les services de l'Administration de l'Hygiène à la demande de personnes se rendant à l'étranger.

Art. 71. Notre Ministre de la Santé publique et de la Famille, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 29 octobre 1964.

Art. 67. De internationale vaccinatiebewijzen zijn alleen geldig wanneer zij overeenkomstig de in de bijlagen van het internationaal sanitair reglement opgenomen modellen zijn opgesteld door een geneesheer die gemachtigd is de geneeskunde uit te oefenen, en wanneer zij door de diensten van de Gezondheidsinspectie zijn geaarmerkt.

De inenting tegen amarilis moet in een door de Wereldgezondheidsorganisatie erkend centrum worden uitgevoerd.

De geldigheidstermijnen van de bewijzen zijn :

1° voor cholera : zes maanden te rekenen vanaf de zesde dag die volgt op een inspuiting met vaccin. Elke inspuiting die vóór het verstrijken van de geldigheidstermijn wordt verricht, maakt het bewijs geldig voor een nieuwe termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum van de nieuwe inenting;

2° voor gele koorts : zes jaar vanaf de tiende dag die volgt op een eerste inenting.

Elke inenting die vóór het verstrijken van de geldigheidstermijn wordt verricht, maakt het bewijs geldig voor een nieuwe termijn van zes jaar, te rekenen vanaf de datum van de nieuwe inenting.

3° voor pokken : drie jaar vanaf de achtste dag die volgt op een geslaagde primo-vaccinatie. Bij herinenting loopt de geldigheidstermijn vanaf de dag van deze.

TITEL VII. — SLOTBEPALINGEN

Art. 68. Overtreding van dit besluit wordt, naargelang van het onderscheid dat de wetten van 18 juli 1831 en 1 september 1945 maken, gestraft met de straffen in die wetten bepaald.

Art. 69. De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin of zijn afgevaardigde kan, onder omstandigheden waarover hij oordeelt, de toepassing van een of meer van kracht zijnde sanitaire maatregelen opheffen of de duur ervan bepalen.

Art. 70. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 19 oktober 1908 dat de gezondheidsbewaking der reizigers komende uit besmette streken, betreft, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1930;

2° het koninklijk besluit van 29 oktober 1908 betreffende het gezondheidstoezicht der scheepvaart;

3° het koninklijk besluit van 24 januari 1910 dat de gezondheids-politie van het zeewezen betreft, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 januari 1921, 16 augustus 1926 en 1 maart 1930;

4° het koninklijk besluit van 1 maart 1930, houdende voorziening van de algemene maatregelen tot afwendung van de pest;

5° het koninklijk besluit van 20 oktober 1939, betreffende het internationaal sanitair verdrag voor de luchtvaartnavigatie;

6° het besluit van de Regent van 10 juni 1949, betreffende het tarief der vaccinaties welke door de diensten van het Bestuur der Volksgezondheid gedaan worden op verzoek van personen die zich naar het buitenland begeven.

Art. 71. Onze Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Verkeerswezen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 oktober 1964.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille,

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,

J. CUSTERS

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

P. VERMEYLEN

Le Ministre des Communications,

De Minister van Verkeerswezen,

A. BERTRAND

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 87 — 2257

6 AOUT 1987

**Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1964
relatif à la police sanitaire du trafic international**

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le décret sanitaire du 18 juillet 1831;

Vu la loi sanitaire du 1er septembre 1945, notamment l'article 1er, 1°;

Vu l'arrêté royal du 29 octobre 1964 relatif à la police sanitaire du trafic international, modifié par l'arrêté royal du 27 août 1970 et l'arrêté royal du 17 janvier 1979;

Vu le règlement sanitaire international de l'Organisation mondiale de la Santé, adopté par la 22e assemblée mondiale de la santé le 25 juillet 1969;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances en date du 4 décembre 1986;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'Hygiène publique;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

En l'urgence;

Considérant que l'augmentation du prix du vaccin contre la fièvre jaune exige une adaptation proportionnelle du prix pour le client;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Communications, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 66, 4° de l'arrêté royal du 29 octobre 1964 relatif à la police sanitaire du trafic international, modifié par l'arrêté royal du 27 août 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« 4. Le tarif des vaccinations effectuées aux centres de vaccinations du Service sanitaire des Ports, Aéroports et Frontières, y compris les frais du vaccin et du carnet de vaccination, est fixé comme suit :

- 100 F pour la vaccination antivariolique;
- 150 F pour la vaccination anticholérique;
- 380 F pour la vaccination contre la fièvre jaune;
- 150 F pour les autres vaccinations. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. L'arrêté royal du 17 janvier 1979 modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1964 relatif à la police sanitaire du trafic international est abrogé.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Communications, Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 6 août 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre des Communications,

H. DE CROO

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU**

N. 87 — 2257

**6 AUGUSTUS 1987. — Koninklijk besluit tot wijziging van het
koninklijk besluit van 29 oktober 1964 betreffende de gezond-
heidspolitie van het internationaal verkeer**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het gezondheidsdecreet van 18 juli 1831;

Gelet op de gezondheidswet van 1 september 1945, inzonderheid op artikel 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 oktober 1964 betreffende de gezondheidspolitie van het internationaal verkeer, gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 augustus 1970 en het koninklijk besluit van 17 januari 1979;

Gelet op het internationaal sanitair reglement van de Wereldgezondheidsorganisatie, dat op 25 juli 1969 werd aangenomen door de 22e wereldgezondheidsvergadering;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën van 4 december 1986;

Gelet op het advies van de Hoge Gezondheidsraad;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de stijging van de kostprijs van de entstof tegen gele koofts een evenredige aanpassing van de prijs voor de cliënt vereist;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Verkeerswezen, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 66, 4° van het koninklijk besluit van 29 oktober 1964 betreffende de gezondheidspolitie van het internationaal verkeer, gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 augustus 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 4. Het tarief van de inenting die door de vaccinatiecentra van de Gezondheidsdienst der Havens, Luchthavens en Grenzen worden uitgevoerd, met inbegrip van de kosten van de entstof en van het vaccinatieboekje, is als volgt vastgesteld :

- 100 F voor de inenting tegen pokken;
- 150 F voor de inenting tegen cholera;
- 380 F voor de inenting tegen gele koofts;
- 150 F voor alle andere inenting. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Het koninklijk besluit van 17 januari 1979 tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1964 betreffende de gezondheidspolitie van het internationaal verkeer wordt opgeheven.

Art. 4. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Verkeerswezen, Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 6 augustus 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Verkeerswezen,

H. DE CROO

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER